

La présence à l'école : un chèque et puis quoi ?

Bertrand Gaufryau
Chef d'Etablissement

Afin de lutter contre l'absentéisme, la Grande-Bretagne s'est lancée dans une forme de marchandisation de l'école des plus indécentes. La démarche qui consiste à rémunérer les familles, que ce soit sous forme de prime annuelle ou salaire hebdomadaire afin de lutter contre l'absentéisme, n'est donc plus taboue.

Cela renvoie à une autre démarche et au remarquable combat de cet enfant pakistanais, Iqbal, bien connu dans les années 90 et qui a payé de sa vie son action et la prise de la tête de manifestations afin que les enfants puissent aller à l'école au lieu d'exercer un travail forcé! Mais combien d'éducateurs, de pédagogues en allant de Jean Baptiste de La Salle à Jules Ferry, de Jean Zay à Léo Lagrange, de parents anonymes mais pleinement engagés se sont battus afin que l'école soit la priorité et le ciment de leur engagement citoyen ! Certes, ce n'est pas parce que l'on a réussi la massification de l'école et que l'on peine à réussir sa démocratisation qu'il faut jeter le bébé avec l'eau du bain ! L'éducation n'est pas une marchandise, pas plus que les ressources de la planète qui ont été considérées comme telles durant des décennies.

Certes, combien de jeunes aujourd'hui interrompent un cycle scolaire car l'immédiateté est devenue la finalité ! Immédiateté du salaire, immédiateté de la consommation...Mais le poison est déjà instillé et comment ne pas faire ce parallèle avec le scandale de la rentrée scolaire ! Le jour de l'annonce par les médias du versement de l'Allocation de Rentrée Scolaire, les grands distributeurs faisaient l'apologie de la console vidéo, de divers produits multimédias, mais certainement pas des fournitures pour l'année qui allait s'ouvrir quelques semaines après.

Certes, la finalité de l'école peut être en cause et nécessite une profonde réflexion de la part de l'ensemble des acteurs de l'éducation, mais au-delà des familles, des jeunes eux-mêmes. L'école est devenue au fil du temps un objet de consommation, d'abord de manière subreptice, puis cela s'est révélé au grand jour, sans pudeur ! Les officines privées se sont multipliées, garantissant la réussite ! Même certains établissements scolaires privés se disaient « prêts » à accepter les élèves boursiers ! Il en est de même dans le domaine de la santé. A quand aussi, sur a porte des cabinets de médecins le slogan : « ici, on accepte les personnes disposant de la CMU » ! L'idéologie du consumérisme ayant peu à peu gangrené l'ensemble des piliers de notre République, au premier rang desquels se trouve cet outil fabuleux d'apprentissage du vivre ensemble, l'école.

Le projet collectif que nous portons fait de l'école un outil de construction de la personne, d'émancipation, de creuset de la citoyenneté. Il nécessite des moyens et ne saurait se résumer à une équation comptable. Quel signal est aujourd'hui envoyé par les gouvernements successifs ? Le pot commun de réduction des dépenses n'épargne aucun secteur et l'éducation voit ses ressources diminuer rentrées après rentrées ! Il n'y plus de sanctuarisation de ce bien commun, de ce bien public. Avec tout le respect que l'on peut avoir pour tous les autres secteurs d'activité de notre société, l'éducation est reconnue comme stratégique, comme le meilleur outil pour construire la société de demain. L'école est une chance et non un poids !

Avec cette proposition qui vient de démarrer ce lundi 5 octobre dans une académie « pilote », qui vise à faire de la classe un lieu de marchandisation, se crée une entorse au contrat républicain. Rétribuer la présence en classe peut conduire à des effets pervers et se traduire par la création ex-nihilo de boucs émissaires ! Et l'on sait combien dans ce cas le « supposé » remède miracle peut s'avérer la pire des solutions en créant soit à l'intérieur du groupe des élèves et au sein même de l'établissement soit à l'extérieur, des poches de violence envers ceux qui plus fragiles ne disposent pas de l'accompagnement éducatif approprié. Avec cette approche ce n'est pas la cause de l'absentéisme qui est traitée. C'est l'effet. Et de quelle manière... Donner à penser aux jeunes que la présence en classe peut s'acheter est un leurre. C'est aussi éviter de se poser la question du sens des apprentissages et de ce que l'on attend de l'enseignant et de l'élève à l'école. Quid de la transmission des savoirs, des questions de pédagogie de projet, de l'évaluation des élèves ? Quid de l'acquisition des connaissances, de la formation à l'esprit critique ?

Educateurs, nous savons que les jeunes sont capables de nous surprendre et disposent de capacités scolaires ou culturelles, sportives qui leur permettent de passer cette période si délicate de l'adolescence pour aller vers l'âge adulte en confiance ! N'est-ce pas faire le constat de démission de l'école et plus largement des personnels éducatifs au sens large que d'entrer dans cette démarche de rémunérer la présence des élèves ? N'est-ce pas acter le fait que l'école est entrée de plein pied dans la sphère marchande pour de bon ? N'est-ce donc pas alors en faire un bien marchand, concurrent des autres biens de consommation courante ? C'est bien parce que l'école n'a pas de prix que cette initiative est dangereuse ! Elle a certes un coût, mais nous devons l'assumer collectivement car la République ne peut laisser un enfant, un jeune sur le bord du chemin !

La lutte contre le décrochage scolaire mérite mieux que des expérimentations hasardeuses au risque de détruire une construction qui s'est faite avec la patience et la ténacité d'un chef d'œuvre !